

FIRTH, Edith G., comp., *The Town of York, 1815-1834. A Further Collection of Documents of Early Toronto*. Choix de textes, introduction et notes par Edith G. Firth. Toronto, The Champlain Society pour le gouvernement de l'Ontario (Ontario Series, tome no VIII), University of Toronto Press, 1966. lxxxii-381 p., illustrations, bibliographie, index, carte. Prix : \$7.95.

Jean-Pierre Wallot

Volume 21, Number 4, mars 1968

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302738ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302738ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wallot, J.-P. (1968). Review of [FIRTH, Edith G., comp., *The Town of York, 1815-1834. A Further Collection of Documents of Early Toronto*. Choix de textes, introduction et notes par Edith G. Firth. Toronto, The Champlain Society pour le gouvernement de l'Ontario (Ontario Series, tome no VIII), University of Toronto Press, 1966. lxxxii-381 p., illustrations, bibliographie, index, carte. Prix : \$7.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 21(4), 840-844. <https://doi.org/10.7202/302738ar>

FIRTH, Edith G., comp., *The Town of York, 1815-1834. A Further Collection of Documents of Early Toronto*. Choix de textes, introduction et notes par Edith G. Firth. Toronto, The Champlain Society pour le gouvernement de l'Ontario (Ontario Series, tome no VIII), University of Toronto Press, 1966. lxxxii-381 pp., illustrations, bibliographie, index, carte. Prix : \$7.95.

Pour cette étude qui complète un premier tome paru en 1962,¹ Edith G. Firth a ratissé plusieurs fonds d'archives ainsi que nombre d'imprimés contemporains et de sources secondaires. Elle a groupé les documents les plus significatifs dans ce gros ouvrage de 450 pages, étoffé d'une solide introduction, d'illustrations et de plus de 700 notes explicatives. Oeuvre impressionnante, par conséquent, qui renseigne sans doute, mais qui intéresse vivement grâce au choix judicieux des textes. Avec l'A., nous observons la métamorphose, entre 1815 et 1834, d'un village assez terne en une ville florissante, estampillée déjà de traits propres — surtout les traditions commerciales et britanniques. Le volume se divise en deux parties : une introduction de 70 pages, puis les documents proprement dits (350 pages). Chacune d'elles se découpe à son tour en huit sections (capitale du Haut-Canada, commerce et industrie, politique, éducation, religion, santé et bien-être, gouvernement local et justice, vie à York) : celles de l'introduction résument les tranches correspondantes de documents et insèrent ces derniers dans leur contexte historique.

D'autres villes, surtout Kingston, ont constamment disputé à York son statut de capitale du Haut-Canada, à cause de sa vulnérabilité militaire, de sa croissance plutôt lente au début, des rivalités régionales et de l'indécision à Londres. York profite de sa situation comme siège du gouvernement : ce rôle implique des investissements et des services publics (courrier, routes, urbanisme, etc.) plus développés, l'injection de subsides gouvernementaux, la création d'emplois de toutes sortes, une concentra-

¹ Edith G. Firth, *The Town of York, 1793-1815. A Collection of Documents of Early Toronto* (Toronto, 1962). Voir le compte-rendu par Lionel Groulx dans notre *Revue*, 16 (1962-1963) : 135-137.

tion remarquable d'hommes de talent (hauts fonctionnaires, politiciens, juges, journalistes, commerçants). Toutefois, la nature a gratifié la ville d'avantages autrement plus importants à la longue : un hinterland étendu et extraordinairement fertile, une ouverture sur les Grands Lacs. Le développement de l'agriculture et du commerce seront tels que le transfert du Parlement à Kingston, en 1841, n'affectera Toronto qu'assez peu.

La deuxième section, la plus considérable, tente de cerner l'évolution économique de la ville. Après la prospérité et le plein emploi des années de guerre (1812-1815), York écope d'une chute dramatique des prix et d'une stagnation économique qui dégénère en véritable crise. Puis, à compter de 1822, s'amorce un mouvement de reprise et d'expansion qui s'essoufle déjà en 1834, parmi des signes avant-coureurs de la crise économique de 1837. Le commerce se bâtit surtout autour des échanges des surplus agricoles pour des marchandises importées. De 1815 à 1828, les marchands de York dépendent surtout de ceux de Montréal pour leurs commandes et leurs exportations. Mais l'explosion de la population, due à l'immigration massive des années 1820, les progrès prodigieux de l'agriculture dans des districts de plus en plus étendus et l'implantation consécutive d'un fort commerce de gros vont atténuer rapidement cette sujétion. D'autant plus que le Haut-Canada se dote de ses propres banques (v.g. : la Banque du Haut-Canada, incorporée en 1821) et compagnies d'assurances. Vers 1830, les marchands de York constituent un groupe influent : jeunes pour la plupart, nés en Grande-Bretagne et très britanniques, plutôt conservateurs en politique, ils se passionnent non seulement pour l'avancement de leur région mais aussi pour l'avenir de l'ensemble de l'Amérique du Nord britannique (v.g. : leur tentative d'annexer Montréal au Haut-Canada en 1832). En 1815, l'industrie se résume à peu de chose : quelques brasseries, distilleries, tanneries et scieries. Elle ne s'implantera que très lentement, faute de surplus suffisants de capitaux. En 1834, il y a 2 fonderies, 2 fabriques de savon, des distilleries, brasseries, scieries, meuneries, tanneries, carderies, moulins à foulon et une papeterie. La plupart des habitants de York, des artisans et hommes de métier, travaillent pour eux-mêmes. Trois corps de métiers (typographes, charpentiers, briqueteurs, plâtriers et maçon) s'organisent pourtant et revendiquent, mais sans grand succès. Bref, au moment de son incorporation en 1834, Toronto est en train d'empoigner le timon économique du Haut-Canada : mise en place des mécanismes essentiels au contrôle de la finance et du commerce international ; hinterland vaste et productif en même temps que marché consi-

dérable. Par contre, l'industrie ânonne et comme dans le Bas-Canada, l'on néglige les routes.

Au niveau politique, l'unanimité relative en faveur de l'administration, vers 1815, éclate rapidement en un poudroiement de conflits de plus en plus vifs : arrivée en 1817 d'un Écossais radical, Robert Gourlay, qui galvanise une véritable opposition au gouvernement ; frictions sociales aux élections de 1820 et surtout de 1824 ; établissement à York de Mackenzie et de son journal, le *Colonial Advocate* ; cristallisation de deux partis, les *tories* et les réformistes radicaux, avec les modérés acculés de plus en plus à un choix inéluctable entre ces protagonistes. Les *tories* comprennent les membres du "Family Compact", clique de quelques familles puissantes qui trônent dans la vie politique, sociale, religieuse et, à un moindre degré, économique de la capitale et de la province, tous ceux qui vivent du gouvernement de haut en bas de l'échelle sociale, plusieurs marchands, satisfaits de la stabilité. L'opposition rallie les "non-conformistes", surtout des méthodistes nés aux États-Unis, qui considèrent les *tories* comme des opportunistes corrompus, ainsi que des réformistes politiques et sociaux. Le parti réformiste s'enracine surtout dans les campagnes, d'où son peu de succès à York malgré des votes assez serrés : la capitale est représentée par des *tories* durant toute la période, sauf en 1828. Vers 1834, la politique pénètre partout et pourrit tout.

En éducation, plusieurs conceptions s'affrontent : celle d'une éducation exclusivement anglicane, très poussée et destinée à une petite élite (les *tories*, notamment le rév. Strachan) contre celle d'un système non confessionnel et accessible à l'ensemble de la population (les réformistes) ; celle d'une éducation classique (Strachan) contre celle d'un enseignement plus pratique (les marchands). Heurts qu'occasionnent également des divergences de vues à propos des programmes et des méthodes d'enseignement. En 1834, il y a à York deux écoles soutenues par le gouvernement, deux académies commerciales, quelques écoles privées, enfin un système d'apprentissage pour les métiers et les professions. La masse apprend à lire et à écrire dans les églises, le dimanche. Des querelles crépitent également dans le secteur religieux : querelles entre églises elles-mêmes (surtout entre l'Église anglicane, privilégiée par l'État, et les autres sectes), divisions intestines à l'intérieur de chacune d'elles pour des motifs ethniques, politiques, liturgiques, économiques, etc.

Durant toute la période, l'on néglige la santé et le bien-être : pénurie de médecins, existence d'un seul hôpital (pour pauvres)

à compter de 1829 ; épidémies fréquentes de fièvres diverses qui, combinées à la petite vérole et à la tuberculose, causent le plus de mortalités ; luttés politiques et préjugés de la population. L'épidémie de choléra asiatique, qui fauche 205 vies à l'été de 1832, déclenche un mouvement en faveur de mesures hygiéniques comme la collection des ordures, l'amélioration des égouts, l'inspection sanitaire régulière, etc. Les malades mentaux, on les parque dans les prisons avec les criminels ! En ce qui a trait aux indigents, ils bénéficient parfois de l'assistance de quelques sociétés charitables . . . à condition d'être innocents, vertueux et, si possible, prêts à travailler. D'autre part, la ville, en pleine croissance et avec une population flottante, doit résoudre une foule de problèmes (gouvernement local et justice) : crimes de tous genres, prostitution, circulation, débits de boissons alcoolisées, marchés publics, lutte contre les incendies, taxation, nomination des juges de paix et élection des magistrats municipaux, contestations politiques et sociales. Les difficultés financières poussent la ville vers l'incorporation, finalement votée par la législature en 1834.

Un dernier chapitre décrit la vie à York : la croissance de la ville, la construction domiciliaire, la voirie, l'affluence d'immigrants britanniques qui altèrent sensiblement la physionomie de la ville et la composition sociale de sa population (au profit des Britanniques et des classes moyennes), la vie sociale et culturelle. Voici quelques statistiques qui témoignent des progrès de York : en 1816, la ville compte 720 habitants (398 hommes, 322 femmes), 94 maisons d'un étage, 23 de deux étages et 22 boutiques de marchands ; en 1834, ces chiffres sont passés à 9252 âmes (4939 hommes, 4313 femmes), 529 maisons d'un étage, 485 de deux étages et 100 boutiques de marchands. En résumé, cinq faits majeurs caractérisent l'évolution de York, entre 1815 et 1834 : hausse rapide de la population et du commerce, "britannisation", montée des classes moyennes, apparition d'organisations de tous ordres, multiplication et acuité des controverses politiques et religieuses.

The Town of York . . . s'avère une mine précieuse de renseignements pour quiconque veut scruter l'histoire du Haut-Canada et de sa capitale entre 1815 et 1854. On pourrait peut-être débattre certains points : le choix de 1834 comme année terminale ; la méthode de présentation par sujets et pour toute la période, d'où certaines répétitions et en même temps l'absence d'une synthèse vivante de tous ces aspects interdépendants (v.g. : les relations étroites entre des conflits dont les ramifications s'étendent à la politique, la religion, l'éducation, le milieu social) ;

l'analyse trop superficielle de phénomènes complexes (v.g. : dans la section économique, les relations entre marchands du Haut-Canada, de Montréal et d'Angleterre, l'influence des marchands de York comme groupe de pression ; en éducation, l'expérience "non satisfaisante" de la Central School) ; des longueurs inutiles (v.g. : la dizaine de pages de l'introduction consacrées aux tractations qui ont abouti à l'incorporation de York) ; etc. Mais pour une part, ces faiblesses s'estompent devant la réussite incontestable de l'ensemble. De plus, elles tiennent à la nature même de l'ouvrage, un recueil de documents qui ne peut qu'aiguiser notre appétit sans le satisfaire entièrement. Sur le plan de l'interprétation, Edith Firth semble se situer dans le sillage d'un nouveau courant d'interprétation *tory* de l'histoire du Haut-Canada. Sa sympathie pour les conservateurs et son antipathie pour un homme comme Mackenzie ne font pas de doute. Nous assisterions donc à un retour du balancier depuis l'interprétation *whig*, longtemps prévalente, vers une interprétation assez *tory* des événements qui ont culminé dans la rébellion de 1837.² Peut-être en sortira-t-il une vue plus nuancée et plus réaliste, plus équilibrée en tout cas, de cette période agitée.

JEAN-PIERRE WALLOT
Musée national

² Voir aussi F.H. Armstrong, "William Lyon Mackenzie, First Mayor of Toronto: A Study of a Critic in Power", *Canadian Historical Review*, 48 (1967) : 309-331. En ce qui a trait au Bas-Canada, des auteurs comme Albert Faucher et Fernand Ouellet ont combattu l'interprétation patriotique et *whig* de la rébellion de 1837.